REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**n° 24-43 IT**

***Appel d’offres ouvert***

Objet : Prestations techniques nécessaires au maintien en conditions opérationnelles et à l’implémentation d’évolutions sur les solutions applicatives GED ALFRESCO de l’APHP.

Date limite de remise des candidatures et des offres : le XXX

**SOMMAIRE**

[ARTICLE 1. CONTENU DE CHAQUE MARCHE DE LA CONSULTATION 3](#_Toc45803545)

[1.1 Objet 3](#_Toc45803546)

[1.2 Durée 3](#_Toc45803547)

[1.3 Prix 3](#_Toc45803548)

[1.4 Organisation de l’achat 4](#_Toc45803549)

[1.5 Modalités de modification des marchés en cours d’exécution 4](#_Toc45803550)

[1.6 Clause sociale 5](#_Toc45803551)

[ARTICLE 2. MODALITES DE LA CONSULTATION 5](#_Toc45803552)

[2.1 Choix de la procédure de passation 5](#_Toc45803553)

[2.2 Date limite de remise des candidatures et des offres 5](#_Toc45803554)

[2.3 Variante 6](#_Toc45803555)

[2.4 Délai de validité des candidatures et des offres 6](#_Toc45803556)

[2.5 Modification du dossier de consultation 6](#_Toc45803557)

[2.6 Groupement de candidats 6](#_Toc45803558)

[2.7 Sous-traitance 7](#_Toc45803559)

[ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET DES DOSSIERS D’OFFRE 8](#_Toc45803560)

[3.1 Les conditions de langue 8](#_Toc45803561)

[3.2 Le dossier de candidature 8](#_Toc45803562)

[3.3 Offre technique et financière 11](#_Toc45803563)

[3.4 Présentation des candidatures et des offres dématérialisées 12](#_Toc45803564)

[ARTICLE 4. CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS 13](#_Toc45803565)

[ARTICLE 5. DEPOT D’ECHANTILLONS 16](#_Toc45803566)

[ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES ET ANALYSE DES OFFRES 16](#_Toc45803567)

[6.1 Admission des candidatures 16](#_Toc45803568)

[6.2 Analyse des offres 16](#_Toc45803569)

[ARTICLE 7. NOTIFICATION DES RESULTATS 18](#_Toc45803570)

[ARTICLE 8. CONSTITUTION DES CATALOGUES 18](#_Toc45803571)

[ARTICLE 9. VOIES DE RECOURS 18](#_Toc45803572)

[ARTICLE 10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES 19](#_Toc45803573)

# ACHETEUR

La personne publique pour laquelle l’accord cadre est :

L’Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP)

AGENCE GENERALE DES EQUIPEMENTS ET PRODUITS DE SANTE (AGEPS)

7, rue du Fer à Moulin

75221 - PARIS CEDEX 05

SIRET : 267 500 452 01928

Tél. : 01 46 69 13 13

Elle est représentée par le Directeur de l’AGEPS bénéficiant d’une délégation de signature du Directeur général de l’AP-HP à cet effet en application de l’arrêté n°75-2022-07-08-00005 du 08 juillet 2022.

# OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre vise à procurer un support contractuel à l’AP-HP lui permettant de réaliser les Prestations techniques nécessaires au maintien en conditions opérationnelles et à l’implémentation d’évolutions sur les solutions applicatives GED ALFRESCO de l’APHP.

Le détail des prestations faisant l’objet du marché est précisé dans le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières.

# CONDITIONS DE LA CONSULTATION

## Procédure de passation

En application de l’article R. 2124-2 du Code de la commande publique en vigueur à la date de la publication de l’avis d’appel public à la concurrence, la présente consultation est mise en œuvre sous la forme d’un appel d’offres ouvert permettant à tout opérateur économique intéressé de soumissionner.

Le marché sera couvert par l’accord international sur les marchés publics (AMP).

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

## Allotissement

Le présent marché porte sur la réalisation de Prestations techniques nécessaires au maintien en conditions opérationnelles et à l’implémentation d’évolutions sur les solutions applicatives GED ALFRESCO de l’APHP. Les prestations ne sont pas alloties.

## Forme du marché

Le marché prend la forme d’un accord cadre mono-attributaire à bons de commande en application de l’article R2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique.

## Durée

Le présent marché est conclu pour une période de 48 mois à compter de sa date de notification, résiliable sans indemnité à la seule initiative de l’Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois à compter de la date de fin du marché.

## Prix

Au sens de l’article R. 2112-6 du Code de la commande publique, le marché est conclu sous la forme de prix unitaires et forfaitaires.

Au sens de l’article R. 2112-7 à R. 2112-8 du Code de la commande publique*,* le marché est conclu à prix définitif.

Le titulaire s’engage sur un montant maximum représenté par 130% du montant de chaque lot valorisé au niveau de son offre sur la durée totale du marché.

Ce prix fera l’objet d’une actualisation si un délai de trois mois s’écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l’offre et la date de début d’exécution des prestations.

Cette actualisation se fera aux conditions économiques observées à une date antérieure de trois mois à la date de début d’exécution des prestations.

Conformément à l’article R. 2112-5, les conditions administratives et techniques auxquelles sont subordonnées l’ordonnancement et le paiement sont précisées dans le CCAP.

## Lieu principal d’exécution

Les prestations objet du présent accord-cadre sont réalisées sur les sites du titulaire en France métropolitaine.

## Variantes

**1.4.1 Variantes obligatoires**

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

**1.4.2 Variantes à l’initiative des soumissionnaires**

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

## Clause sociale

Pour promouvoir l’emploi et combattre l’exclusion, l’AP-HP souhaite mobiliser les entreprises dans une démarche d’insertion pour l’exécution du présent marché.

En application de l’article L. 2112-2 du Code de la commande publique, l’entreprise candidate doit proposer une action d’insertion qui permette l’accès ou le retour à l’emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. En l’absence de signature de l’annexe à l’acte d’engagement relative à la clause sociale, l’offre sera déclarée irrégulière.

# INFORMATION DES CANDIDATS

## Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

* L’acte d’engagement
* Le présent règlement de la consultation (RC)
* Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
* Annexe 1 : Fiche de suivi d’insertion sociale
* Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 6 annexes :
* Annexe 1 : Unités d’œuvre
* Annexe 2 : Politique Générale de Sécurité du Système d’Information (PGS SI)
* Annexe 3 : Procédure fournisseurs Sécurité
* Annexe 4 : RGPD
* Annexe 5 : Cigref Nomenclature 2024
* Le Cadre de Réponse financier (CDRF)
* Le Cadre de Réponse Technique (CDRT)

Toute anomalie ou insuffisance quant aux conditions d’exécution indiquées, ainsi que toute erreur ou omission, imprécision et contradiction, relevée par le soumissionnaire dans les différents documents du cahier des charges, doivent être signalées en temps utile pour permettre à l’AP-HP leur traitement et une publication des réponses au plus tard six (6) jours calendaires avant la date de remise des offres, selon les modalités définies ci-après. À l’échéance de ce délai, le soumissionnaire est réputé avoir vérifié et accepté le dossier de consultation et ne pourra se prévaloir de telles erreurs lors de l’exécution du marché.

## Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : [**www.marches-publics.gouv.fr**](file:///C:\Users\4213359\AppData\Local\Microsoft\Windows\INetCache\Content.Outlook\HAUSK2S0\www.marches-publics.gouv.fr)

Lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE), le candidat est invité à faire part de son nom, d'une adresse, ainsi que du nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation.

## Conditions de transmission des candidatures et des offres

La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire conformément à l’article R. 2132-7 du Code de la commande publique.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat et pour un même lot, seule est ouverte la dernière offre reçue, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des candidatures et des offres.

La transmission des documents sur support papier ou sur support physique électronique entrainera l’irrégularité de l’offre du candidat (hors dépôt de la copie de sauvegarde).

En application de l’article R. 2132-7 du Code de la commande publique, les candidats doivent répondre via le site dont l'adresse Internet est https://www.marches-publics.gouv.fr/

**Les plis électroniques devront impérativement être déposés**

**sur le site *https://www.marches-publics.gouv.fr/***

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>/ et la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d’un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de l’offre (acte d’engagement, annexes financières et cadre de réponse technique) devront être signés à l’aide d’un certificat de signature électronique valide.

L’absence ou l’invalidité de la signature électronique n’entraînera pas l’élimination du candidat mais celui-ci sera invité en cas d’attribution à signer sous forme matérialisée les principaux documents constitutifs de son offre soit l’acte d’engagement et les annexes financières.

Attention, la signature numérisée (numérisation d’un document papier avec signature manuscrite) n’a pas la valeur d’une signature électronique.

Le certificat de signature électronique utilisé doit être conforme aux exigences de l’arrêté du 22 mars 2019 (certificat qualifié et conforme au règlement « eIDAS ») ; les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n’émane pas de la liste de confiance française ou d’une liste d’un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l’ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme aux exigences de l’arrêté du 22 mars 2019.

Les candidats doivent prévoir un délai d’obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d’un certificat électronique n’est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme

Pour que le candidat puisse procéder à un dépôt de plis électronique et à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d’un micro-ordinateur qui respecte les prérequis de la plate-forme de dématérialisation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2)>

Afin d’acquérir ces instruments, les candidats peuvent se référer à l’aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

A l’exception des documents nécessitant d’être co-signés, l’opération d’horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plate-forme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Dans le cas d’un groupement de candidats, l’ensemble des membres du groupement doivent signer en utilisant à tour de rôle l’outil de signature disponible sur la plate-forme de dématérialisation.

Lors de son dépôt, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique.

En effet, la signature électronique d’un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d’un fichier zip contenant l’ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Par ailleurs, si l’un des formulaires constitutifs la candidature ou de l’offre du candidat est modifié après signature, le « couple » document signé et document de signature ne seront plus cohérents. La signature du document sera alors invalide. Il faut dans ce cas renouveler l’opération de signature du document modifié.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l’offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme https://www.marches-publics.gouv.fr/.

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l’intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

• 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;

• 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l’adresse https://www.marches-publics.gouv.fr/. Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l’ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent électroniquement l’ensemble des documents, lancent le chiffrement de l’offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l’utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l’accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

* **Copie de sauvegarde**

Lorsque, conformément à l’article R. 2132-11 du Code de la commande publique, la candidature et l’offre sont envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l’économie (arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l’intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l’adresse suivante :

**AGENCE GENERALE DES EQUIPEMENTS ET PRODUITS DE SANTE**

**Direction des ACHATS**

**Département des marchés IT**

**7 rue du Fer à Moulin 75221 - PARIS CEDEX 05**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque l’AGEPS a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à l’AGEPS dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d’absence de réussite d’ouverture de ces documents.

* **Antivirus**

Tout fichier constitutif de la candidature et de l’offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

## Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile au plus tard 10 jours avant la date de réception des offres sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

## Modification du dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux spécifications techniques obligatoires du CCTP, dans le cadre de l’offre proposée en solution de base.

Ils doivent respecter l’intégralité des prescriptions.

Des modifications peuvent être apportées, par l’Acheteur, aux documents de la consultation au plus tard **6 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres.**

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

## Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

# CANDIDATURE

## Groupement de candidats

Le candidat peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 ou équivalent devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Les actes d’engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l’ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu’il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l’acte d’engagement.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d’un groupement pour un même marché. De même, le candidat n’est pas autorisé à présenter, pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d’un ou plusieurs groupement(s) ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Conformément à l’article R. 2142-24 du Code de la commande publique, le mandataire d’un groupement conjoint est solidaire pour l’exécution du marché public, de chacun des membres constitutifs pour ses obligations contractuelles à l’égard de la personne publique.

## Sous-traitance

Si la déclaration de sous-traitance est réalisée au moment de l’offre :

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Néanmoins, au regard des articles L. 2193-1 à L. 2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire demeure personnellement responsable de l’exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément aux articles ci-dessus et, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l’offre, le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées

- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l’adresse du sous-traitant proposé

- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;

- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquels le candidat s’appuie.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l’objet d’un document DC4 ou équivalent ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

L’acceptation des sous-traitants est conditionnée par la production des pièces citées à l’article 6.3.

• Si la déclaration de sous-traitance est réalisée après la notification du marché :

Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché public, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre Ier du présent titre s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans les deux cas, les règles d’exclusion lors de l’attribution des lots énoncées ci-dessous ne sont pas applicables dans le cadre de la sous-traitance.

# OFFRE

## Présentation de l’offre

Chaque candidat formule son offre en produisant :

* L’acte d’engagement complété et signé par une personne habilitée à engager la société ou chaque membre du groupement (partie B de l’acte d’engagement et en cas de groupement, la partie E) ;
* Le cadre de réponse financier (CRDF) dûment complété et signé. Le candidat est tenu de respecter la présentation des grilles tarifaires définies par l’administration. Tout ajout ou suppression peut entraîner l’élimination du candidat

Le candidat est tenu de répondre à la totalité des prestations ou des articles désigné(e)s dans le lot.

* Le cadre de réponse technique dûment renseigné et signé (CDRT)

En complément, le soumissionnaire peut compléter ses réponses, par tout document (mémoire) et/ou justificatif joint(s) sur un format libre.

Le soumissionnaire doit préciser explicitement où les éléments de réponse se situent.

La signature des documents ci-dessus est souhaitée dès le dépôt des plis, cependant l’absence ou l’invalidité de la signature constatée lors de l’ouverture des plis n’est pas éliminatoire. En tout état de cause, le candidat demeure engagé par son offre.

Dans le cas de groupement autorisé de candidats (voir article 5.1), l’acte d’engagement ainsi que les annexes financières devront être signés électroniquement soit par le mandataire expressément désigné et tous les membres soit par le mandataire du groupement, s’il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

- Le cadre de réponse financier (CRDF) dûment complété et signé;

- Le cadre de réponse technique (CDRT) dûment renseigné et signé

La production des documents listés ci-dessus dûment complétés conditionne la validité de l’offre.

## Documents complémentaires souhaités par l’AP-HP

1) Un RIB.

2) Une facture vierge (les Conditions Générales de Ventes sont systématiquement nulles et non avenues).

3) Le Manuel Qualité, si la société est certifiée selon la Norme ISO 9001.

4) Imprimé DC 4 ou équivalent, en cas de sous-traitance, date et signature électroniques obligatoires.

## Constitution du dossier de candidature

En application de l’article R. 2143-3 du Code de la commande publique, le candidat produit à l’appui de sa candidature :

1° Le formulaire DC1\* ou équivalent daté.

OU Une déclaration sur l’honneur pour justifier qu’il n’entre dans aucun des cas mentionnés à l’article R. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu’il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l’emploi des travailleurs handicapés ;

2° Le formulaire DC2\* permet à l’AP-HP d’évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat dans le domaine concerné par le marché. Ce formulaire peut être complété de la « grille d’appréciation des critères de candidature » jointe en annexe 3 du présent règlement de consultation.

Concernant l’aptitude professionnelle (rubriques E1 à E3 du formulaire DC2) :

Le candidat donne toutes les informations permettant de justifier de son aptitude professionnelle et notamment :

Les renseignements relatifs à son enregistrement sur un registre professionnel ;

Concernant les capacités techniques et professionnelles (rubriques G1 et G2 du formulaire DC2) :

Le candidat donne toutes les informations permettant de justifier de sa compétence dans le domaine objet du marché, notamment et sans que cette liste soit exhaustive :

Une présentation des moyens humains dans le domaine concerné par le marché.

Un dossier de références de prestations comparables au marché qui met en évidence l’expérience du candidat sur les marchés de même type, au titre des trois (3) dernières années.

Ce dossier de références mentionne pour chacun des marchés référencés :

La date de notification et la durée du marché ou du contrat ;

L’objet du marché ou du contrat ;

Une description des prestations réalisées ;

Le montant ou les données quantitatives du marché sur sa durée totale ;

La désignation des clients (noms et adresses) ainsi que les coordonnées des personnes pouvant être contactées.

Le cas échéant, les certifications obtenues ou démarche qualité interne ;

Toute autre information que le candidat estime de nature à appuyer sa candidature.

Concernant les capacités financières (rubriques F1 à F4 du formulaire DC2) :

Le candidat donne toutes les informations permettant de justifier de :

- son chiffre d’affaires annuel global sur le dernier exercice disponible (il s’agit du chiffre d’affaires de l’entreprise candidate et non celui du groupe ou de la société mère).

3° Le cas échéant, la grille de sélection des candidatures complétée (annexe 3 du règlement de la consultation).

\* Les formulaires DC1 et DC2, peuvent être téléchargés gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics à l’adresse suivante (rubrique : Formulaires non obligatoires d'aide à la passation et l'exécution) : « http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics ».

4° Déclaration sur l’honneur sur la situation du candidat, vis-à-vis de la Russie. En cas de groupement et ou de sous-traitance, cette attestation doit être transmise par l’ensemble des cotraitants et ou sous-traitants.

5° Des autres pièces justificatives mentionnées notamment aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, à savoir :

1. L’attestation de régularité fiscale délivrée au 31/12 de l’année n - 1 par le comptable public ou équivalent. L’année n correspond à l’année de publication de la présente consultation ainsi que l’attestation sociale délivrée par l’URSSAF.Si ces documents ne sont pas présentés dans le dossier de candidature, Ils doivent être fournis dans les 5 jours suivant l’envoi du courrier par télécopie, confirmée par envoi postal, informant le candidat qu’il est classé n° 1 : le jour d’envoi de la télécopie et le jour de réception ne sont pas comptabilisés (ex : envoi mercredi 9h00, réception lundi 9h00). Pour les candidats établis dans un Etat autre que la France, il sera demandé de produire les documents listés à l’article R. 2143-5 du Code de la commande publique. Ces documents seront accompagnés d’une traduction en français en application des articles précédemment cités ;
2. une copie de la police d’assurance de responsabilité civile, demande justifiée par les contraintes d’accueil du public dans les hôpitaux, conformément aux exigences déterminées dans le CCAP;
3. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
4. toute autre pièce que le candidat estime de nature à appuyer sa candidature, dont notamment des liens avec des entreprises adaptées ou des établissements et services d’aide par le travail ;
5. Les documents mentionnés dans la partie F1, ou si le candidat est domicilié à l’étranger, dans la partie G du formulaire Noti1 disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d’apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

Si le signataire des pièces de candidature et des offres n’est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire est nécessaire.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu’elle figure dans le K Bis, à l’exclusion des appellations abrégées et commerciales.

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

En cas de non présentation dans le dossier de candidature, ces documents doivent être fournis dans les x jours [3 jours minimum et 10 jours au maximum] suivant l’envoi d’une demande de précision sur le contenu des candidatures. Le jour de l’envoi et le jour de réception des documents ne sont pas comptabilisés.

La production des documents dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.

De même, l’acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d’un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l’article R. 2143-3 du Code de la commande publique.

## Mise à disposition des documents et renseignement par le biais d’un système électronique

Conformément à l’article R. 2143-13 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra en revanche fournir l'annexe au DCE (Attestation du Candidat) dument remplie et signée par la personne habilitée à engager la société ou chaque membre du groupement et refournir les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

## Présentation des candidatures et des offres dématérialisées

Lors de la transmission par voie électronique, l’enveloppe du candidat sera constituée de deux dossiers intitulés : :

* **« Candidature »**
* **« Offre technique et financière »**

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

**L’offre doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE**

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l’un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Les fichiers du pli dématérialisé doivent respecter une règle de nommage

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante : le nom de l’opérateur économique (ex : société, association, personne publique) : il peut être entier, ou bien être raccourci

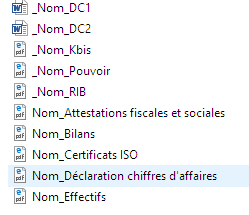
Suivi de : la désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible

Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du \_ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence (Cf exemple). Ces pièces sont notamment :

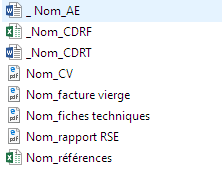
* l'Acte d'engagement
* Le CCAP et ses annexes
* Le CCTP et ses annexes
* le CDRF
* le CDRT
* la délégation de pouvoir ou de signature
* le DC1
* le DC2
* le K *Bis*
* l’attestation de régularité des certificats fiscaux et sociaux
* le RIB

Exemple :

* Pour le dossier relatif aux pièces de candidature :



* Pour le dossier relatif aux pièces de l’offre



Les documents suivants doivent être présentés dans un format et une version informatique a minima compatible avec les fichiers téléchargés sur la plate-forme :

https://www.marches-publics.gouv.fr/. :

* Acte d’engagement ;
* Annexes financières ;
* Cadre de réponse technique.

Ce format permettra le traitement par l’AGEPS, des données transmises. Il est entendu que les documents fournis par le candidat étant certifiés par la signature électronique, ne seront aucunement modifiés par l’AGEPS (hormis la partie administrative de l’acte d’engagement – p1 et 3).

# EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

## Examen des offres

**7.2.1. Généralités**

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

**7.2.2. Critères d'attribution**

L’accord-cadre est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement suivants :

* Critère 1 (niveau 1) (coefficient 50 %) : Prix apprécié(s) sur la base de la valorisation d’une simulation financières.
* Critère 2 (niveau 1) (coefficient : 50 %) : Qualité technique de l’offre selon les pondérations des sous-critères suivantes :
* Sous-critère 2.1 : Contenu des phases d’initialisation et de réversibilité (pondération : 15%) ;
* Sous-critère 2.2 : Délai de réalisation de la phase d’initialisation (pondération : 5%) ;
* Sous-critère 2.3 : Moyens et procédures garantissant la qualité de service (pondération : 80%).

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d’addition ou de reports seraient constatées dans la décomposition d’un prix figurant dans l’offre d’un candidat, il n’en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d’être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix. En cas de refus, son offre est éliminée comme irrégulière.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut déclarer la consultation infructueuse.

En application des articles R. 2185-1 à R. 2185-2 du Code de la commande publique, la procédure peut être déclarée sans suite par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

## Méthode de notation des offres

Méthode de notation du critère « prix » (critère 1)

Les simulations financières sont basées sur le chiffrage des quantités estimées d'UO sur la durée du marché. Elles intègrent la valorisation et la composition humaine des UO.

Cette simulation, qui n’a pas valeur contractuelle, n’engage pas l’acheteur à un montant minimal de commandes et n’est utilisée que pour la seule notation des offres.

Méthode de notation du critère « technique » (critère 2)

Pour chacun des sous-critères techniques de niveau 2, l’acheteur procède à la notation des offres selon une pondération précisée dans le présent règlement de consultation et au regard des attendus précisés dans le CDRT.

## Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est de six (6) mois (180 jours) à compter de la date limite de remise des plis.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

# ATTRIBUTION DU MARCHE

L'accord-cadre est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l’article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

## Interdiction d’attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...).

## Mise au point

L’acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent accord-cadre.

## Signature de l’accord-cadre

L’accord-cadre est signé électroniquement par le soumissionnaire retenu au moyen de l’acte d’engagement qui lui est adressé par l’acheteur.

# LANGUE

La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français.

Conformément à l’article R. 2143-16 du Code de la commande publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d’une traduction en langue française.

# NOTIFICATION DES RESULTATS

En cas d’absence des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent mentionnés ci-dessus, le candidat attributaire devra obligatoirement produire ces documents sous un délai de 5 jours à compter de la date de réception de la demande confirmée par lettre avec accusé de réception.

Au cas où ces documents ne parviendraient pas à l’AGEPS dans les délais impartis, la même demande sera faite au candidat classé n° 2 et le candidat classé n° 1 sera éliminé (article R. 2144-7 du Code de la commande publique).

Le candidat auquel il est envisagé d’attribuer le marché produit en outre dans les mêmes conditions les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du travail (Les documents mentionnés dans la partie F1, ou si le candidat est domicilié à l’étranger, dans la partie G du formulaire NOTI 1 ou équivalent).

Dès réception des imprimés OUV7 et des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent (pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail), l’ensemble des candidats est informé par courrier transmis par voie électronique.

Si la signature électronique est invalide ou absente lors du dépôt des plis, l’attributaire du marché devra signer l’acte d’engagement et ses annexes financières, cette signature conditionnera la validité du marché

Après signature du marché par les autorités compétentes, le candidat retenu reçoit via la plate-forme de dématérialisation une copie de l’acte d’engagement. S’il souhaite procéder au nantissement des créances nées de l’exécution du marché, il lui appartient de solliciter la remise d’une copie revêtue de la mention « exemplaire unique ».

# AVANCES

Le Titulaire bénéficie de l’avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l’acte d’engagement.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 ou que le marché de défense ou de sécurité respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2391-1.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 % ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou par l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

# VOIES DE RECOURS

Cette consultation peut faire l’objet :

* d'un référé précontractuel : avant la conclusion du marché et jusqu'à sa date de notification dans les conditions prévues à l'article L 551-1 à L551-12 du code de justice administrative ;
* d’un référé contractuel : dans les conditions définies aux articles L551-13 et L.551-23 et suivants du Code de Justice Administrative ;
* d'un recours de plein contentieux : dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché public.

Auprès du Tribunal Administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Courrier électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Organe chargé des procédures de médiation :

Médiateur de la république

Contact : consulter la rubrique « où trouver les délégués ? » sur http://www.mediateur-republique.fr/

En cas de litige, le droit français est seul applicable.